

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL

La Fontaine
17160 Sonnac

Références : 2025 1445 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0007205639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL implanté La Fontaine 17160 Sonnac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL
- La Fontaine 17160 Sonnac
- Code AIOT : 0007205639
- Régime : Enregistrement

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 à exploiter une distillerie comprenant 4 alambics de 15 hl de charge chacun et 2 alambics de 25 hl de charge soit une capacité totale de 110 hl, plusieurs locaux (chais) de stockage d'alcool de bouche d'une capacité maximale de stockage de 322 m³, une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production de 8 596 hl/an et une installation de stockage de gaz en réservoir manufacturé d'une capacité de 6,4 t.

À noter que cette autorisation embarque un chai de stockage d'alcool isolé d'une capacité de stockage autorisée à 111 m³, situé au lieu-dit "Le Breuil", à environ 1 km de la distillerie, et qui n'a pas été contrôlé lors de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Interdiction d'épandage sur des jachères	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai
3	Contrat d'épandage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.1.	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Capacités des chais de distillation et de fabrication (n°4 et 5)	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Séparation entre la distillerie et le chai n°4	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Chargements/déchargements	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Local distillateur	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Extincteurs dans la distillerie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Extincteurs dans les chais	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 4.1.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Contrôle de l'accès aux réservoirs de gaz	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article I > 3.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite d'inspection que l'exploitant n'a corrigé aucune des nombreuses non-conformités relatives à la sécurité incendie constatées lors de la précédente visite d'inspection du 24/01/2024.

Par ailleurs, il a été observé que les 2 chais de distillation et de fabrication (n°4 et n°5) sont exploités au-delà des capacités autorisées.

Il est donc attendu de l'exploitant l'élaboration d'un plan de mise en conformité générale avec un échéancier et en parallèle une réduction d'activité dans les chais n°4 et n°5.

Un projet d'augmentation des volumes d'activités autorisés pour les chais n°4 et n°5 ne pourra être envisagé qu'une fois que les actions correctives attendues seront engagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 71.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Ce cahier comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> les quantités de vinasses épandues par unité culturale ; les dates d'épandage ; les parcelles réceptrices et leur surface ; les cultures pratiquées ; le contexte météorologique lors de chaque épandage ;

<ul style="list-style-type: none"> • (...); • l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage (...).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un document nommé « <i>document d'enregistrement des épandages</i> » pour la campagne de distillation 2024-2025.</p> <p>Les numéros d'identification des îlots et des parcelles indiqués ne correspondent pas avec les numéros d'îlots indiqués dans le plan d'épandage transmis à l'inspection en 2017 (version août 2012). De plus, la commune des parcelles indiquées n'est pas précisée, alors que le périmètre d'épandage figurant dans le plan d'épandage comporte plusieurs communes.</p> <p>D'autre part, les opérations d'épandage des eaux de lavage stockées en GRV (grand récipient vrac), réalisées par l'exploitant lui-même, ne font pas l'objet d'enregistrement documentaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ L'exploitant doit préciser dans son cahier d'épandage (ou document d'enregistrement des épandages) le nom de la commune des parcelles recevant les épandages. ➔ Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer que les numéros de parcelles renseignées dans son cahier d'épandage correspondent bien à des numéros de parcelles figurant dans son plan d'épandage. ➔ Enfin, l'exploitant doit renseigner les opérations d'épandage des eaux de lavage dans son cahier d'épandage (ou document d'enregistrement des épandages). ➔ Afin de justifier la mise en œuvre des actions correctives attendues, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> • une copie de son cahier d'épandage 2025-2026 ; • le cas échéant, son plan d'épandage mis à jour.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Interdiction d'épandage sur des jachères

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Période d'interdiction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) • sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole.
<p>Constats :</p> <p>D'après les documents présentés, il apparaît que les opérations d'épandage de la campagne 2024-2025 ont été menées sur des jachères.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
→ L'exploitant doit cesser sans délai toute opération d'épandage sur des jachères.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : Sans délai

N° 3 : Contrat d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 7.1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Prescription contrôlée : En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Producteur de vinasses et prestataire réalisant l'opération d'épandage ; • (...). Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.
Constats : L'exploitant n'a pas établi de contrat avec la société prestataire à laquelle il fait appel pour les opérations d'épandage (SARL Jean-Marc COURPRON).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit établir un contrat avec la société prestataire à laquelle il fait appel pour les opérations d'épandage (SARL Jean-Marc COURPRON). Ce contrat doit notamment définir les engagements de chacun, ainsi que leur durée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Capacités des chais de distillation et de fabrication (n°4 et 5)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3			
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations			
Prescription contrôlée : Les installations de distillation d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes : (...) <u>Stockage d'alcool</u>			
Stockage d'alcool	Type et caractéristiques du stockage	Surface en m2	Capacité maximale de stockage
Chai N°1	Barriques, cuves inox et tonneaux	172 m2	87 m3
Chai N°2	Barriques et tonneaux	68 m2	57 m3
Chai N°3	Barriques et tonneaux	102 m2	67 m3
Chai N°4	Cuves inox et acier	120 m2	0.2 m3
Chai N°5	Cuves inox	118 m2	0.3 m3
Chai « Le Breuil »	Barriques et tonneaux	228 m2	111 m3
Constats : Le chai n°4 correspond au chai de distillation, contigu au local de distillation de 2 alambics de 25 hl. Le chai n°5 correspond au chai de fabrication (coupe, assemblage, etc.) mitoyen au chai n°4. Au vu des nombreux contenants présents dans ces 2 chais (cuves inox de plusieurs hl, fûts en bois de 300 l, GRV de 1000 l), leurs capacités de stockage effectives dépassent largement leurs faibles capacités de stockage autorisées (respectivement 0,2 m ³ et 0,3 m ³).			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ Compte tenu des nombreuses non-conformités liées à la sécurité incendie constatées (cf. points de contrôle suivants), l'inspection demande à l'exploitant de limiter strictement les quantités d'eaux-de-vie présentes dans les chais n°4 et n°5 (chais de distillation et de fabrication) à leurs capacités autorisées dans un délai d'un mois. L'augmentation de leurs capacités autorisées pourra être envisagée uniquement une fois que l'ensemble des non-conformités constatées ci-après auront été corrigées. Le cas échéant, une telle augmentation devra faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance d'un projet de modification au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 1 mois			

N° 5 : Séparation entre la distillerie et le chai n°4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Effets dominos
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <u>Stockage d'alcool</u> Il est interdit de stocker des alcools de bouche dans la distillerie en dehors de ceux en cours de distillation. (...)
Constats : L'exploitant n'a pas mené l'action correction attendue suite à l'inspection du 24/01/2024 : L'absence de paroi coupe-feu entre le local de distillation de 2 alambics de 25 hl et le chai n°4 "de distillation" est toujours constatée. Ce fait conduit l'inspection à considérer qu'en l'état actuel (séparation par une simple cloison) les 2 alambics de 25 hl et le chai n°4 constituent un seul et même local.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit, dans un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none">• soit séparer le local de distillation de 2 alambics de 25 hl et le chai contigu (chai n°4) par un mur coupe-feu REI 120 au minimum ;• soit supprimer tout stockage d'eau-de-vie dans le chai n°4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Chaque récipient contenant de l'alcool de bouche est associé à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer l'ensemble des écoulements provenant du récipient. Cette cuvette a une capacité minimale égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 50 % de la capacité maximale de l'ensemble des récipients associés à la cuvette de rétention- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé à la cuvette de rétention.

<p>Constats :</p> <p>Concernant les chais n°4 et n°5, l'exploitant n'a pas mené les actions correctives attendues : Les divers récipients présents dans ces chais (cuves inox, fûts ou tonneaux en bois et GRV en plastique) ne sont pas associés à une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Concernant les locaux de distillation, il a été observé la présence d'un caniveau central conduisant à une fosse bétonnée dont le volume n'a pas été déterminée avec précision.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ Concernant les contenants qui seront maintenus dans les chais n°4 et n°5 (cf. point de contrôle n°4), ceux-ci devront être associés à une capacité de rétention correctement dimensionnée.</p> <p>➔ Concernant les locaux de distillation, l'inspection demande à l'exploitant de lui préciser le volume de la fosse bétonnée et le volume total des cuves de réception d'eaux-de-vie utilisés. En cas de volume insuffisant (< 50 % du total des cuves), l'exploitant devra proposer des mesures complémentaires (raccordement à une cuve béton extérieure proche de la distillerie par exemple)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Chargements/déchargements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques.</p> <p>Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p> <p>Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est</p>

assurée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mené les actions correctives attendues suite à la visite d'inspection du 24/01/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'aire de chargement/déchargement n'est pas associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement accidentel lors des opérations de chargement ou de déchargement ; • Elle n'est pas équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de transfert et les installations de stockage (prise de terre) ; • Aucune consigne particulière n'est affichée à proximité. <p>Pour l'année 2025, l'exploitant a évalué le nombre d'opérations de chargement/déchargement à environ 42 camions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit réaliser les actions correctives attendues dans un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'une rétention associée à l'aire de chargement/déchargement, d'un volume au moins égal à la capacité de la citerne de livraison la plus grande ; • Installation d'une prise de terre à proximité de l'aire de chargement/déchargement ; • Affichage des consignes à proximité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Local distillateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et/ou des installations de stockage par une porte EI 30 (coupe-feu ½ heure) et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mené les actions correctives attendues suite à la visite d'inspection du 24/01/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La porte entre le local de vie du distillateur et la distillerie n'est pas une porte EI 30 (coupe-feu ½ heure) ; • Elle n'est pas dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool vers le local de vie ; • Le local de vie du distillateur ne possède pas d'issue vers l'extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>➔ L'exploitant doit réaliser les actions correctives attendues pour être en conformité sur ces 3 points concernant le local de vie (porte EI 30, seuil ou caniveau, issue de secours vers l'extérieur) dans un délai de 6 mois.</p> <p>Ces travaux ne sont plus nécessaires si l'exploitant décide de ne plus utiliser ce local comme local de vie du distillateur (retrait des lits et toutes matières combustibles). Le cas échéant, l'exploitant devra en informer l'inspection en précisant le nouvel usage du local.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m ² (non comprises les surfaces fusibles).
Constats : L'exploitant n'a pas mené les actions correctives attendues suite à la visite d'inspection du 24/01/2024 : Ni le local de distillation ni les locaux de stockage d'eaux-de-vie ne sont équipés de dispositifs de désenfumage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>➔ L'exploitant doit réaliser les actions correctives attendues (installation d'un dispositif de désenfumage dans chaque local de distillation et chaque local de stockage d'eau-de-vie) dans un délai de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Extincteurs dans la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>La distillerie est dotée d'au moins deux extincteurs portatifs ayant chacun une puissance extinctrice minimale de 144 B placés de préférence près des issues.</p> <p>(...)</p> <p>Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas mené les actions correctives attendues suite à la visite d'inspection du 24/01/2024 :</p> <p>D'après les étiquettes observées sur quelques-uns par sondage, les extincteurs n'ont pas fait l'objet de vérification depuis plusieurs années.</p> <p>Cependant, l'exploitant a présenté un devis à 7 000 € pour l'installation de 30 extincteurs neufs.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>→ L'exploitant doit faire réaliser une vérification de tous ses extincteurs et faire remplacer les extincteurs défectueux dans un délai d'un mois.</p> <p>Pour le local de distillation, l'inspection rappelle à l'exploitant que l'obligation réglementaire en la matière est d'au moins deux extincteurs portatifs de puissance mini 144 B.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Extincteurs dans les chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : <p><u>Installations de stockage de plus de 300 m²</u></p> <p>Elles sont équipées d'un extincteur par tranche de 200 m² judicieusement répartis. Leur puissance extinctrice minimale est de 144 B au moins.</p> <p>En outre, il est prévu en complément, un extincteur de 50 kg sur roue s'il n'existe pas de RIA dans le chai.</p> <p>Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>

Constats : D'après les étiquettes observées sur quelques-uns par sondage, les extincteurs n'ont pas fait l'objet de vérification depuis plusieurs années. Ce constat est similaire à celui fait dans les locaux de distillation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit faire réaliser une vérification de tous ses extincteurs présents dans les chais et faire remplacer les extincteurs défectueux dans un délai d'un mois.
Au vu de la configuration du site, l'exploitant doit disposer : <ul style="list-style-type: none"> d'au moins un extincteur portatif de puissance mini 144 B à proximité de chaque porte d'accès à un local de stockage d'eau-de-vie ; d'au moins deux extincteurs de 50 kg sur roues, un pour la partie Nord-Est "chais de vieillissement" (longeant la route) et un pour la partie Sud-Ouest "chais de distillation et de coupe".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Contrôle de l'accès aux réservoirs de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article I > 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : I. - Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables)
Constats : L'exploitant n'a pas mené l'action corrective attendue suite à la visite d'inspection du 24/01/2024 : la clôture du réservoir de propane ne dispose toujours pas de portail verrouillable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit faire installer un portail verrouillable sur la clôture du réservoir de propane dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois